L'ÉCHO DE POLOGNE

Paraît chaque mercredi et samedi

Rédaction et Administration Varsovie, 46 rue Tamka.

№ 21. SAMEDI 19 JUILLET 1919. Le № 0 fr. 20 0 mk. 40

LES POLONAIS EN BUKOVINE.

La Bukovine, partie septentrionale de la Moldavie, située entre le Prut et le Dniéster, était un pays voisin de la Pologne, et qui fut toujours mêlé par l'histoire au sort de celle-ci. Lors de la puissance de la République, les hospodars de Moldavie et de Valachie lui offrirent volontairement leur hommage et se constituèrent en vassaux et alliés de la Pologne. Lorsque l'éclat de la République eut diminué, les Moldaviens et les Valachiens s'en détachèrent en se faisant les vassaux de la Turquie.

Celle-ci ayant été vaincue dans la guerre que lui firent la Russie et l'Autriche alliées pendant le règne de Catherine II et de Joseph II, le traité de Jassy en 1791 réduisit les territoires de l'empire des sultans au profit des puissances victorieuses. C'est alors que fut détachée entre autres la Bukovine et attribuée à l'Autriche.

Ce fait étant survenu presque simultanément avec les partages de la Pologne, la Bukovine se trouva réunie de cette manière à la Galicie orientale, laquelle échut à l'Autriche lors du 3-e partage de la Pologne en 1795. Les deux provinces mêlèrent désormais leur langue et leurs nationalités.

Au moment actuel, les habitants polonais de la Bukovine présentent un élément fort bien organisé et parfaitement conscient de sa nationalité. Les corrélations nationales en Bukovine sont assez compliquées et ce pays représente en miniature l'ancienne Autriche. Aussi est-il habité par les Polonais, les Arméniens, les Roumains, les Ruthènes, les Juifs, les Allemands et les Magyars; dans les derniers temps d'avant-guerre, la colonie tchèque y atteignit un nombre considérable d'habitants. Parmi ces nationalités ce furent les Polonais qui eurent la prépondérance grâce à leur civilisation la plus avancée, ainsi qu'aux grandes propriétés qu'ils possédaient formant avec les Arméniens et les Roumains la classe des propriétaires fonciers.

Aussi la langue polonaise fut-elle considérée en Bukovine comme langue dont se servait la haute société et les classes intelligentes sans égard à la nationalité, comme l'est la langue française dans les relations universelles. Il n'y a donc rien d'étonnant que la première Diète de Bukovine constituée sur la base d'une organisation électorale ancienne et arriérée, qui en pratique excluait les paysans et les ouvriers, était représentée dans la plus grande part par les propriétaires fonciers, et pouvait se servir durant ses séances de la langue polonaise. Mais la durée de cet état de choses ne fut pas longue. Les organes du gouvernement commencèrent à appliquer en Bukovine les principes du gouvernement autrichien: „divide et impera", suscitant des discordes entre les diverses nationalités qui composaient la population du pays.

Dans de pareilles conditions, les Polonais, étant les plus civilisés comme nation, les plus avancés sous chaque rapport, tombèrent les premiers en disgrâce. Plus faibles quant à leur nombre, ils dûrent se soumettre aux nationalités jouissant de la faveur du gouvernement autrichien. Et ce fut alors que la Diète déclara que les langues: allemande, roumaine et ruthène, étaient les langues du pays. La partie la plus civilisée de la population bukovine se trouva ainsi dépourvue du droit élémentaire de se servir de sa langue. Dans la suite furent

supprimées les écoles polonaises, les Polonais furent écartés des postes officiels, on introduisit l'usage de la langue allemande entre commerçants polonais, de sorte que l'égalité des droits ne fut plus qu'une lettre morte. Heureusement, ces époques de politique antipolonaise ne durèrent pas trop longtemps, car le gouvernement ne voulait pas, ou ne pouvait pas favoriser une nationalité particulière craignant son développement excessif. Ainsi, selon les relations du moment, les Polonais, les Roumains, les Ruthènes, toujours les Allemands, soutenus par chaque gouvernement, et les Juifs formant en Bukovine un élément expressément germanisateur—jouirent tour à tour de l'appui et des faveurs du gouvernement. Comme aucune des nationalités susmentionnées ne se trovait être assez puissante pour maintenir sa domination, il arriva que chacune d'elles s'efforça d'obtenir l'appui du gouvernement et fit son possible pour lui plaire. Il en résulta que la Bukovine, et particulièrement sa capitale de Czerniowce, fut plus autrichienne que l'Autriche même, à quoi participèrent dans la plus grande part les Juifs locaux, qui, toujours du côté du plus fort, étaient aux services du gouvernement autrichien et de ses représentants en Bukovine. Cette rivalisation ne fut pas longue de la part des Polonais. Ils comprirent bientôt que l'appui momentané du gouvernement offrait trop peu de profits réels, pour risquer les torts résultant de cette amitié. C'est alors que commença le travail d'organisation ayant pour but le développement de l'esprit national. Au moment de la disgrâce envers les Polonais, les éléments gouvernementaux déclarèrent qu'il n'y a point de Polonais en Bukovine en dehors de Czerniowce. Par contre, il n'y a que des Slovaques. Cette fable répétée dans les publications officielles et les tableaux statisques, répandue dans les écoles, trouva un écho sympathique chez les autres nationalités qui y virent la défaite des Polonais. Quant aux Slovaques, ils ne comptaient point, étant de simples paysans qui ne faisaient aucune réclamation. Ils étaient Slovaques parce qu'on le leur avait ordonné, et ne se rendaient point compte qu'ils pouvaient plus justement se considérer comme Polonais puisqu'ils se servaient entre eux de la langue polonaise. Le manque d'écoles polonaises et l'ignorance de l'histoire aidaient efficacement le gouvernement dans son oeuvre criminelle de faire renier leur nationalité à quelques dizaines de milliers d'hommes.

La Galicie, ayant sous quelques rapports un certaine prépondérance en Bukovine avait été un agent fortifiant l'élement polonais dans cette province. On avait pu l' observer dans la hiérarchie de l'église catholique, dans la magistrature etc. Des employés supérieurs originaires de la Galicie, indifférents sous le point de vue national, devenaient Polonais fervents après quelques années „d'école sur les confins". Ceci était loin de plaire aux autres nationalités qui s'efforcèrent avec l'aide des autorités du gouvernement d'empêcher tout contact avec la Galicie, proclamant le principe: „los von Galizien". C'est alors que furent prises des mesures tendant à séparer la direction des chemins de fer en Bukovine de la Galicie et à fonder un évêché à Czerniowce, spécialement réservé aux Allemands. C'est alors aussi qu'affluèrent en Bukovine les employés allemands, qui, comprenant fort bien les motifs de leur nomination, se comportaient d'une manière hostile envers les Polonais, mais tout ceci ne fit que contribuer à la consolidation de l'élément polonais en Bukovine à son organisation.

Les élections à la Diète en fournissent une preuve évidente. Lorsque le nouveau règlement electoral introduisit le cadastre de nationalités et accorda aux Polonais de la Bukovine entière deux mandats, le dép. Stanislas Głąbiński, qui était alors président du Cercle parlementaire polonais à Vienne, obtint les voix de tous les électeurs. Ceci est un fait presque unique dans l'histoire du parlamentarisme. La dernière liste de la population de 1910 démontre près de 50000 Polonais dispersés dans tout le pays. Le nombre le plus considérable habite Czerniowce où les Polonais fournissent les meilleurs artisans et les plus

solides commerçants. La population de cette ville remonte à 85,000 habitants à peu près, dont:

41,2%	de Juifs,	c.à.d.	35,000
17,6%	de Polonais	„	15,000
16,5%	de Ruthènes	„	14,000
11,8%	de Roumains	„	10,000
9,4%	d'Allemands	„	8,000
3.5%	d'autres nat.	„	3,000
en somme 100%			85,000

Comme on le voit, les Polonais constituent après les Juifs l'élément le plus fort, les Allemands le plus faible. Mais comme les Juifs se servent exclusivement de la langue allemande, la ville entière présente le caractère allemand.

Pendant l'occupation de la ville par les armées russes en 1917, lorsqu'un grand nombre de Juifs (surtout les plus riches), quittèrent la ville, celle-ci perdit complètement ce caractère. On n'entendait que le polonais dans les rues, le théâtre donnait des représentations en polonais, il en fut de même des affiches; en un mot on avait l'impression de se trouver dans une ville essentiellement polonaise.

Dans les dernières années précédant la guerre, le scouting polonais commença à se développer sous la direction de la société du „Sokół". Malheureusement la guerre interrompit ce mouvement salutaire.

Il appartient à l'avenir de démontrer comment s'arrangeront les relations polonaises en Bukovine sous la domination des Roumains, mais jugeant d'après la sympathie que les deux nations se témoignent réciproquement et de la communauté des intérêts, on peut espérer que les Polonais n'auront point raison de se plaindre de leur appartenance à la Roumanie

DOCUMENTS.

Discours du président de la Diète prononcé à la séance du 15 juillet.

Messieurs les députés!

La Diète n'a pas tenu hier sa séance, parce que la France célébrait ce jour-là sa fête nationale, et les fêtes nationales des Français sont devenues les nôtres aussi.

La Diète polonaise se joint aux hommages offerts durant la journée d'hier à la nation française au nom d'une fraternité d'armes plus que séculaire sur tous les champs de bataille de l'Europe. La Diète exprime sa gratitude sincère à la France, laquelle nous a préservé de l'invasion qui nous menaçait de la part de nos voisins de l'ouest, en nous envoyant des troupes bien équipées et en déléguant des instructeurs expérimentés dans la guerre.

Avant tout cependant, la Diète polonaise rend honneur à la France, instructrice des nations, qui la première enseigna à l'Europe, que les pays ne sont pas la propriété des monarques, que toute nation a droit à la liberté et que les nations doivent décider elles-mêmes sur les formes de leur existence.

Les idées françaises n'ont pas triomphe sur le champ. Encore au Congrès de Vienne, lors de la défaite de la France, les monarques partageaient entre eux les nations comme des troupeaux de bétail. C'est notre nation qui fut victime de ce partage. Un pareil état de choses dura encore cent ans en Europe. Ce n'est que la dernière guerre mondiale—surnommée avec justesse la guerre pour les idées du droit, qui a apporté la victoire aux idées de la France regénérée. Quiconque de nous prévoyait cette guerre, tremblait à la vue du danger qui menaçait cette forteresse de la liberté de la part d'un ennemi cruel, perfide et ne connaissant point la valeur de la liberté. L'une des causes les plus importantes de la guerre mondiale, c'étaient les calculs des Allemands, qui espéraient que les divergences d'opinions entre les partis politiques de la France ne leur permettraient point de s'unir au moment du danger.

Heureusement ces calculs ont été déjoués. La France assaillie n'a point hésité à combattre jusqu'au dernier souffle en défense de sa liberté. Elle n'a point hésité à sacrifier à une mort prématurée un million et demi d'entre les plus nobles de ses fils. Le génie de la France a fait taire au moment du danger tous les différends de partis en sauvant de cette manière la France elle-même, en sauvant la monde entier, en sauvant la liberté de la Pologne

La nation française a donné au monde l'exemple que l'amour de la patrie doit être plus fort que l'amour-propre,

plus fort que la mort même!

Aujourd'hui, à l'heure de sa renaissance, la nation polonaise rend hommage à ces vertus éminentes de la nation amie, qui serviront toujours d'exemple à la Pologne.

REVUE DE LA PRESSE.

Le traité avec l'Autriche.

La „Gazeta Polska du 12 juillet insère une suite d'observations sur le traité avec l'Autriche.

„Les informations publiées par le „Temps“—dit ce journal — sur les conditions du traité avec l'Autriche, sont alarmantes au plus haut point. Si ces conditions devaient être réalisées, ce serait l'esclavage économique pour la Pologne, esclavage chez ses alliés, il est vrai, mais cela change fort peu à la nature même du fait.“

Après avoir cité les conditions publiées par le „Temps“, l'auteur continue ses observations de la manière suivante:

„Ce projet n'est pas approuvé même par la France elle-même. Quant à la Pologne, la Bohême et la Yougo-Slavie, il y sèmera tout bonnement l'épouvante. Du point de vue de la paix, le projet semble plutôt singulier, mais du point de vue des intérêts des Etats mentionnés il est tout à fait menaçant.

„Avant tout, c'est un cercle vicieux qui se trouve établi de cette manière. Le „Temps“ a fait observer avec raison qu'un tel projet efface la différence entre les alliés et les ennemis. Si l'Entente force ses alliés à payer la contribution de guerre (les Italiens y seront-ils forcés aussi, puisqu'une patrie des territoires autrichiens leur sera attribuée?) elle les traite en ennemis vaincus.

„D'autre part, les Etats nouvellement formés, qui devront ployer sous le fardeau des énormes dettes de l'Autriche, seront écrasés sous le rapport économique jusqu'au point de perdre leur indépendance. Ceci se rapporte en premier lieu à la Pologne, qui, la seule entre les pays slaves, a été ruinée et dévastée par la guerre. Afin de reconstruire et de réorganiser notre pays, nous sommes forcés à faire un emprunt chez les puissances de l'Entente. Comment donc serions-nous à même de leur payer une contribution, à moins que nous ne fassions un nouvel emprunt?

„Si les puissants et opulents Etats de l'Entente ont tant perdu de leurs richesses par suite de la guerre, il est aisé de se figurer l'état des nations qui ne possédaient ni richesses ni provisions d'or avant la guerre. Des contributions imposées à ces pays menacent leur existence d'autant plus que les Alliés ne pouvant leur faire réaliser la dette, seraient forcés de mettre le main sur les sources de production dans ces pays. En conséquence on devrait former dans l'Etat tchéco-slovaque, la Yougo-Slavie et la Pologne, une institution de „dettes publiques“, laquelle réduirait ces pays à un état analogue à celui de la Turquie ou bien de de la Chine“.

L'auteur cite dans la suite la remarque faite par le „Temps“ que ledit projet est fort éloigné des principes, pour lesquels les alliés ont combattu et ajoute de sa part:

„Le point le plus singulier desdites conditions est celui qui impose aux Etats formés sur les ruines de l'Autriche le devoir de racheter les chemins de fer et les anciens domaines de l'Etat autrichien. Ces Etats n'hériteraient donc que les dettes de l'Autriche, sans en hériter les actifs.

L'article se termine de la manière suivante:

„Nous pouvons constater avec joie que ce ne sont pas les nations elles-mêmes qui se rapportent de cette manière à leurs nouveaux alliés, ce ne sont que leurs gouvernemets qui forment de pareilles conceptions théoriques. Cela se voit dans ce qu'écrit le „Temps". Nous y lisons clairement que les projets si menaçants pour la Pologne ne sont point approuvés par l'opinion publique de la Frnce et n'expriment pas la volonté de la nation“.

Résultats inespérés de perfidie.

La „Gazeta Olsztyńska“, journal paraissant dans la Prusse orientale, énonce avec justesse l'observation suivante:

„En Poméranie, dans les provinces du Rhin, dans le Hannovre, etc. on ne payait point de „Ostmarkenzulage“, on ne colonisait et n'expropriait point. Tous ces moyens étaient réservés pour les provinces de l'Est, c'est-à-dire pour la Posnanie, la Haute-Silésie, la Prusse orientale et occidentale. C'est de cette manière que les Allemands ont fixé eux-mê-

mes depuis longtemps les frontières de la Pologne, puisqu'il est évident que des lois exceptionnelles et des moyens aussi énergiques que les précités ne pouvaient être nécessaires que dans les pays n'appartenant point à l'Allemagne.

CHRONIQUE POLITIQUE.

La situation dans la Galicie orientale.

Le quotidien de Lwów „Słowo Polskie insère les nouvelles suivantes fournies par un correspondant du front:

D'aprés des informations antérieures, qui furent confirmées récemment par les dépositions des prisonniers de guerre et celles des habitants de lieux fraîchement repris à l'ennemi — ce sont les Prussiens qui ont conseillé la rupture de l'armistice signé par les délégués de Petlura.

Il est connu que Petlura, ayant commencé l'offensive contre le bolchévics au moment même où les troupes polonaises approchaient de Tarnopol—éprouvait impérieusement le besoin de faire armistice avec celles-ci. Les soldats des divisions qui s'étaient avancées jusqu'au Zbrucz, affirment unanimement que les soldats de Petlura stationnés sur la rive opposée ne tiraient point sur eux et n'avaient l'ordre de faire usage de leurs armes que dans le cas où les Polonais s'aviseraient de traverser la rivière.

Au cours des négociations avec les Polonais cependant, des avions allemands sont survenus en portant des officiers de l'état-major prussien. Ceux-ci sont descendus à Tłuste pour se rendre à Zaleszczyki où siégeait pour le moment le gouvernement de l'Ukraine occidentale. Il a été confirmé de source autorisée que cette visite des Allemands avait pour but de pousser les Ukrainiens à une nouvelle offensive en leur promettant un assaut simultané de la part des Allemands qui retiendraient la plupart des troupes polonaises sur leur front. Les élements plus réfléchis du gouvernement ukrainien (Hołubowicz, Pawlenko) s'étant toutefois opposés à ce plan, les jeunes officiers forcèrent le gouvernement à démissionner, instituèrent la dictature de Petruszewicz et enjoignirent à Petlura de renvoyer sur le front polonais non-seulement plusieurs détachements stationnés sur le front des bolchévics, mais aussi les munitions récemment conquises sur ces derniers. Petlura, sous la pression des delégués allemands, se vit forcé d'obéir à cet ordre.

Les officiers prussiens nouvellement arrivés furent remarqués par les soldats polonais à Złoczów, Zborów et Jeziorna.

Les Polonais ayant procédé à une contre-offensive par les troupes Haller et celles de la Posnanie, que les Ukrainiens présumaient être occupées sur le front allemand—une forte irritation contre les instigateurs prussiens se manifesta dans les rangs ukrainiens. Petlura ayant recouvré le pouvoir, fit retirer la majeure partie des troupes au-delà du Zbrucz. Les prisonniers polonais furent témoins d'une inspection de batterie effectuée le 3 juillet par le gén. Petlura, qui se serait exprimé hautement en s'adressant aux officiers de ladite batterie, que les troupes ukrainiens doivent reculer au-delà des frontières de la Galicie pour en finir avec les bolchévics et attaquer ensuite la Pologne à forces communes.

Ces paroles trouvent leur confirmation dans le retrait des divisions ukrainiennes effectué dans le plus grand ordre.

Les officiers ukrainiens auraient assuré leur soldats en présence des prisonniers polonais que 4 divisions ukrainiennes viendraient les rejoindre sur l'autre rive du Zbrucz.

Le correspondant du quotidien de Lwów termine son compte-rendu en soulignant la necessité d'affermir les positions polonaises sur le Zbrucz par de nouveaux renforts.

Cruauté des Ukrainiens.

On mande de Lwów la nouvelle apportée par les soldats du front que les divisions ukrainiennes faisaient avancer devant elles, en guise d'avant-garde, des troupes d'enfants polonais et juifs. Les soldats polonais délivrèrent ces enfants en faisant prisonniers les soldats ukrainiens.

Les Juifs se battent contre les Polonais.

On mande de Tarnopol:

Il a été constaté officiellement que les Juifs ont formé un bataillon qui s'est enrôlé sous le drapeau ukrainien afin de se battre contre les Polonais.

Les autorités militaires polonaises ont en leur possession un ordre du jour donné par le gén. Mykietiuk au bataillon juif de Tarnopol.

Les soldats de ce battaillon ont tiré sur les automobiles polonaises qui quittaient la ville.

Représailles anti-juives du gouvernement magyar.

La P. A. T. mande de Budapest à la date du 10 juillet:

La police de Budapest a organisé par ordre des commissaires du gouvernement populaire des perquisitions nocturnes dans les quartiers habités par les Juifs provenant de la Galicie. Ces perquisitions ont abouti à l'arrestation de familles entières. Tous les objets de valeur ainsi que l'argent leur furent confisqués. Les détenus au nombre de 500 personnes devaient être forcés à quitter la capitale de la Hongrie conformément à la loi publiée par le gouvernement des soviets au sujet des habitants de nationalité étrangère. Le consul polonais à Budapest intervint personnellement auprès de M. Agoston, commissaire des affaires étrangères, afin de protester contre ces mesures. Vu cependant la ferme attitude du gouvernement soviétiste magyar à cet égard, le consul ne réussit à faire libérer que 100 personnes.

La représentation polonaise à Budapest a adressé en conséquence une note au gouvernement magyar, avertissant que des démarches de ce genre envers les Juifs galiciens provoqueraient les mesures les plus énergiques de la part du gouvernement polonais. Grâce à l'intervention polonaise, les détenus eurent restituée une partie de leur argent, et les transports suivants doivent s'effectuer de façon plus humaine. Tous les postulats de la représentation polonaise n'ayant cependant pas été envisagés, le consulat s'est vu obligé de rédiger encore une note de protestation.

Le retour de la „Légion des Etudiants".

Le 1-er baon du 36-e rég. surnommé „Légion des Etudiants", a fait sa rentrée à Varsovie le 8 juillet après avoir combattu pendant le cours de 6 mois pour la défense de Lwow et de la Galicie orientale. Sur les 1000 jeunes gens qui ont quitté la capitale le 4 janvier, 250 seulement y sont rentrés. Les jeunes héros ont été placés dans les casernes du faubourg de Praga, où leur bataillon sera completé à nouveau.

Les socialistes polonais vont d'accord avec ceux de l'Occident.

Le parti socialiste polonais vient de publier à Varsovie une proclamation appelant tous les camarades à s'unir à la grande manifestation internationale proposée par les ouvriers de l'Occident pour les journées du 20 et du 21 juillet afin de protester contre une intervention armée de l'Entente en Russie et en Hongrie.

Un Allemand professeur en Pologne.

Les journaux de Cracovie communiquent que le prof. W. Creizenach, Allemand récemment décédé a Dresde, et qui avait été pendant de longues années professeur de littérature allemande à l'Université de Cracovie — a légué toute sa riche bibliothèque à l'Académie des Sciences à Cracovie. Le prof. Creizenach ayant été toute se vie un sincère patriote allemand, cette preuve d'attachement à l'ancienne ville universitaire polonaise mérite d'autant plus d'être relevée.

Les Allemands sur le plébiscite dans la Haute-Silésie.

La „Katowitzer Zeitung" écrit ce qui suit:

D'après le texte officiel, le plébiscite doit avoir lieu au moins six mois après la ratification du traité. Le plébiscite n'aurait donc point lieu cette annéeci, car il faudra encore attendre un certain temps jusqu'à ce que le parlement ait ratifié le traîté. Cependant le commissaire de l'Etat, M. Hoersing, indique clairement que jusqu'à ce moment l'état de choses actuel dans la Haute-Silésie doit persister. De cette façon les nouvelles concernant l'évacuation prochaine de cette province par les pouvoirs allemands ainsi que par l'armée ennemie, sont prouvées être fausses. Comme on le voit, beaucoup de temps doit encore s'écouler avant que la commission ne prenne en ses mains le pouvoir dans la Haute-Silésie.

CHRONIQUE DE LA DIÈTE.

La séance du 15 juillet fut consacrée à la question budgétaire. Avant d'aborder l'ordre du jour le président de la Diète prit la parole afin de rendre hommage à la France en honneur de la fête nationale du 14 juillet. Les députés entendirent ce discours debout en l'interrompant de fréquents applaudissements, après quoi l'on procéda à l'ordre du jour:

M. Karpiński, ministre des finances, donna lecture de son exposé budgétaire. Après avoir énuméré toutes les difficultés qui empêchent la définition du budget pour 1919 par suite de l'état de guerre qui est encore permanent sur tous les fronts, et de la dévastation de certaines parties du pays qui en conséquent sont incapables de développement économique—M. le ministre a fait observer que les conditions financières autant externes qu'internes, dans lesquelles se trouvera le trésor polonais à l'avenir, sont encore absolument inconnues. L'administration des finances n'est d'ailleurs pas encore organisee dans le pays, et les impôts à percevoir sont énormes. (Ainsi p. ex. le département exécutif des finances à Varsovie a eu à percevoir dans le cours de 5 mois plus de 5 millions de marks de la part de 27, 371 payeurs arriérés. L'une des difficultés principales réside dans le fait que les territoires de la République se trouvent actuellement soumis à 7 législations différentes (celles des gouvernements de partage, celles de l'occupation de guerre de chacun de ces gouvernements et enfin les législations differentes pour l'ancien Royaume du Congrès et pour les provinces qui appartenaient directement à la Russie).

Le ministre des finances a énuméré les sources de revenus dont l'Etat a pu profiter jusqu'à présent et dont il pourra profiter dans l'avenir le plus prochain. Dans la suite M. Karpiński a rendu compte des changements de pouvoirs financiers effectués dans les différentes provinces de la République. Enfin fut exposé le préliminaire de budget pour le 1-er semestre de l'année courante, en soulignant le fait que ce préliminaire (évalué à 2593 millions) fut surpassé de 135 millions par les dépenses peur l'armée et de 51 millions par les secours accordés aux sans-travail.

M. le ministre a terminé son discours en annonçant le changement de valeur prochain.

La parole fut ensuite au dép. Głąbiński (un. pop. nat.).

Celui-ci commença par constater que 2 milliards de déficit pour un semestre ne sont pas encore une somme terrifiante, vu le bas cours de la monnaie. L'avenir financier de la Pologne peut néanmoins devenir brillant dès que la mauvaise économie actuelle et la mauvaise administration auront été changées. Le gouvernement se trouve dans une position fort difficile ayant hérité des pertes occasionnées par les occupants et pour lesquelles il ne peut être responsable en aucune mesure. M. Głąbiński a procédé ensuite à une critique du gouvernement en mettant en garde celui-ci devant le danger de se plonger dans le bureaucratisme. Le député a critiqué les positions particulières du budget en refusant d'accepter au nom de son parti certains fonds de disposition tels que 100 millions pour les travaux publics et 300 millions pour l'approvisionnement sans que les détails en soient précisés. Le représentant de la droite a terminé son discours en exprimant sa confiance dans l'avenir, sans toutefois exprimer sa confiance au gouvernement.

Le dép. Osiecki (parti popul., gr. de M. Thugutt) a principalement critiqué les ministères en réservant sa décision sur le budget jusqu'au moment où il deviendra possible d'exprimer un vote de confiance au gouvernement.

Le ministre de l'agriculture prit la parole pour rectifier certaines assertions du dép. Osiecki relatives au budget de l'agriculture.

Le dép. Wienzieher (un. libre des dép. juifs) prononça un long discours consacré principalement à la question juive après une brève critique du système d'impôts.

Là-dessus la séance fut close.

Toute la séance du 16 juillet fut remplie par la suite de la discussion sur le budget, qui ne fut encore pas terminée ce jour-là. Le premier discours était celui du dép. Daszyński.

Le leader du parti socialiste polonais commença par constater que la Pologne n'est pas encore réunie comme elle devrait l'être, puisque le budget établi par le ministère des finances ne se rapporte véritablement qu'à l'ancien Royaume du Congres. Il n'y a que le déficit qui embrasse toutes les provinces. Le député n'hésita pas à appeler faux un budget qui ne comprend point les sommes allouées aux ministères particuliers en dehors des préliminaires. M. Daszyński fit ensuite observer que les nouveaux fardaux imposés au budget par le payment projeté des dettes de l'Autriche ne sont pas encore connus à la Diète.

Après avoir critiqué les différents points du budget le chef des socialistes polémisa avec les orateurs de la séance précedente, MM. Karpiński et Głąbiński, en défendant la nécessité d'associations coopératives des fonctionnaires de l'Etat, vu que même les juges du tribunal ne peuvent suffire à leurs dépenses de la pension payée par l'Etat à cause de la vie chère.

Après une défense du gouvernement contre la critique du dép. Głąbiński, le leader de la gauche rendit en de chaudes paroles honneur à l'armée polonaise qui s'est trouvée absolument à la hauteur de sa tâche. L'orateur considéra ensuite les défaites récentes que la diplomatie eut à essuyer de la part de l'Entente et termina en rendant honneur aux efforts de M. Paderewski et en rejetant la faute du

manque de succès de notre politique étrangère non sur le gouvernement mais sur la Diète.

L'orateur suivant le dép. Kiernik (p. pop. „Piast") tout en critiquant le budget, fit la remarque, qu'à l'heure qu'il est on ne trouve pas de budget sans déficit et releva les deux facteurs qui promettent un avenir brillant à la Pologne. Ce sont: l'armée et l'homme de providence qui jouit de la confiance de la nation entière—M. Paderewski. Après avoir critiqué certains détails de l'économie de l'Etat, le député declara au nom de son club parlementaire qu'il s'abstiendrait du vote de confiance au gouvernement relativement à la question budgétaire.

Le député abbé Adamski de la Posnanie (club ouvrier nat.—chr.). constata également que les préliminaires du budget avaient été fixés avant que différentes positions à venir fussent connues. Aprés avoir analysé les difficultés qui s'offrent à ce que le budget soit dressé d'une manière rationnelle, le député de la Posnanie mit en garde les fonctionnaires de l'Etat devant le danger du bureaucratisme importé de l'Autriche.

En fin de séance, le Président de la Diète porta à la connaissance des députés la nouvelle récemment arrivée de Paris, que MM. Paderewski et Dmowski ayant été forcés d'y prolonger leur séjour pour des raisons d'une haute importance, c'est M. L. Grabski qui a été autorisé à remettre le traité de paix à la Diète et à donner les éclaircissements nécessaires. Le traité a été renvoyé à la commission des affaires étrangères.

Les députés Kamieniecki (un. pop. pol.), Zagórski (un. nat. ouvr.) et Stesłowicz (cl. du tr. const.) ont ensuite pris la parole, le premier pour exprimer des prévisions plutôt optimistes, les deux autres pour critiquer le gouvernement.

Puis le président leva la séance.

NOUVELLES ÉCONOMIQUES.

Vu que les chantiers des chemins de fer ont été complètement ruinés par les Russes, le Ministére des Voies Ferrées a obtenu la mise en marche des usines de wagons appartenant à la société par actions „Lilpop Rau et Leewenstein" et le 27 juin le Gouvernement a pu conclure avec ladite société un contrat formel. Un vertu de cette transaction la société „Lilpop Rau et Loevenstein" est chargée de réparations des wagons du parc de l'Etat. La Maison „Lilpop Rau et Loewenstein" a l'intention d'aborder bientôt la construction des wagons.

Le transport du coton d'Amérique est arrivé récemment à Łódź. A la suite de ce fait le reste des usines textiles de Geyer, dont une partie a été rouverte au mois de mai, sera mise en marche actuellement ce qui pour le moment donnera le travail à 1.000 chômeurs.

Le Gouvernement Hollandais a accordé au Gouvernement de Pologne un crédit de 75.000.000 de marks pour les achats des vêtêments et du linge.

Les congrès des représentants des écoles supérieurs en Pologne dont les débats ont été clos le 6 Juillet a émis le voeu que l'école polytechnique à Gdańsk soit restituée à la Pologne. Sur tout le territoire de la République Polonaise n'existent que deux écoles polytechniques, qui décidément ne pouvent pas satisfaire aux besoins d'un Etat de trente millions d'habitants. Etant donné que l'école polytechnique de Gdańsk a été crée pour tout le pays, non seulement à l'usage unique de la ville de Gdańsk et qu'elle possède la faculté de construction des vaisseaux dont les deux autres écoles sont privées, il est juste que le voeu des délégués de nos universités soit exaucé.

Le Gouvernement Polonais a promis aux représentants du congrès de faire des démarches nécessaires auprès des autorités de l'Entente afin d'obtenir en cette question une décision favorable à la Pologne.

Au cours d'une séance de la société des Techniciens Polonais on a voté une motion contenant l'ensemble de conditions indispensables à la mise en marche de l'industrie. Comme obstacles les plus graves s'opposant à la reconstruction de l'industrie on a reconnu:

1) le manque de frontières fixes de l'Etat.
2) le manque de contact entre les différentes provinces,
3) le manque de relations suivies avec lés Etâts de l'Entente,
4) le manque de monnaie homogène.

Le Gérant L. Kościelski. Varsovie Imprimerie „Drukarnia Wydawnicza".